

École  
supérieure  
d'art  
des  
pyrénées  
pau-tarbes

conseil d'administration  
séance du :  
12 mai 2011 à 15 h

*Un extrait du procès-verbal  
a été affiché sur le site de Pau  
et sur le site de Tarbes  
le : 11/06/11*



**Etaient présents** : Monsieur Dominique PAILLARSE, Drac Midi-Pyrénées, Monsieur Bertrand FLEURY, Drac Aquitaine, Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président, Madame Hélène LÉROU-POURQUÈ, Vice-Présidente, Madame Frédérique LERBET-SERENI Ville de pau, Madame Patricia WOLFS, Ville de Pau, Madame Anne-Marie ARGOUNES, Ville de Tarbes, Monsieur François CORTES, Professeur site de Tarbes, Monsieur Sébastien VONIER, Professeur site de Pau, Monsieur Gabriel BLAZQUEZ, Technicien site de Pau, Mademoiselle LABORIE Mathie, étudiante site de Pau, Monsieur Hippolyte HERPIN FLOHR, étudiant site de Tarbes, Monsieur Patrice LAURENT, Conseil Régional d'Aquitaine, Madame Evelyne TOUSSAINT, université de Pau et des Pays de l'Adour, Monsieur Talal MASRI, Directeur de l'ENIT, Madame Claire JAQUET, directrice FRAC Aquitaine.

**Etaient représentés** : Monsieur Claude JEAN, Drac Aquitaine (qui a donné pouvoir à Monsieur Bertrand FLEURY), Madame Anne BERNARD, Ville de Pau (qui a donné pouvoir à Madame Hélène LÉROU-POURQUÈ, Vice-Présidente), Monsieur Gilles CRASPAY, Ville de Tarbes ( qui a donné pouvoir à Madame Anne-marie ARGOUNES), Monsieur CAMEO ( monsieur Gérard TREMEGE).

**Etaient excusés** : Monsieur Patrice STEFANINI, Préfet de la Région Aquitaine, Monsieur Isidro FERRER, graphiste.

#### **N° 7 - INDEMNISATION DE LA PERTE D'EMPLOI : PROPOSITION D'AFFILIATION A L'URSSAF POUR LES EMPLOIS CONTRACRUELS ET REMPLACANTS**

**Rapporteur** : Monsieur Gérard TRÉMÈGE

**Mesdames, Messieurs ,**

Les obligations légales stipulent que tout travailleur privé d'emploi a droit à un revenu de remplacement.

Excepté les cas pour lesquels les articles 97 et 97 bis de la loi du 26 janvier 1984 ont instauré une prise en charge des fonctionnaires concernés par le CNFPT ou le centre de gestion, les agents ayant perdu leur emploi bénéficient de plein droit du régime de l'assurance chômage applicable aux salariés du secteur privé. Cela concerne les agents « contractuels » (alinéa 1 et 2 de l'article 3 de la loi n84-53 du 26 janvier 1984).

Pour la mise en oeuvre de cette obligation, il est possible :

- soit de s'auto-assurer, l'EPCC prenant en charge l'intégralité des coûts et des modalités d'indemnisation de ses anciens agents privés d'emploi.
- Soit de s'affilier à l'URSSAF par convention, cette option suppose la signature d'un contrat type précisant la durée d'adhésion, de stage, la contribution de l'établissement au régime d'assurance chômage ainsi que les modalités de dénonciation

L'affiliation intégrerait tous les agents non titulaires.

Le contrat proposé est signé pour une durée de 6 ans reconductible par tacite reconduction. Il prend effet le 1er jour du mois civil qui suit la date de signature du contrat.

Le contrat est soumis à un stage de 6 mois avant que l'un des agents puisse prétendre à une indemnisation par Pôle Emploi.

Il vous est donc proposé d'autoriser le Président à signer un contrat avec l'URSSAF dans les délais qui fassent qu'il entre en vigueur au 1er juillet 2011.

Ce dossier mis au voix a été adopté à l'unanimité.

Pour ampliation certifiée conforme

Le Président de séance



Gérard TRÉMÈGE